

Un exposé de Jean-Pierre Page, ancien responsable des Relations Internationales de la CGT, et ancien membre de la commission exécutive confédérale de la CGT, lors des « Rendez-vous de l'Histoire » à Blois le 11 octobre 2013

## **Pacifisme et Internationalisme: L'exemple de la Confédération générale du travail(CGT) !**

**Jean-Pierre Page**

**1**

**L**uttes pour la paix, actions contre les guerres coloniales et l'impérialisme, solidarité internationaliste constituent depuis sa naissance des engagements fondateurs de la CGT. On n'aura de cesse de rappeler que la CGT est aussi née contre la guerre et qu'elle s'est transformée à travers son combat internationaliste tout au long du 20ème siècle !

Ces principes ont toujours donné lieu dans la CGT, le Mouvement syndical français et international à des débats allant parfois jusqu'à la division et la scission. Ils furent depuis la naissance de la CGT animés d'une part par les tenants d'une vision réformiste et de collaboration de classe avec la bourgeoisie et d'autre part par les partisans d'une conception de luttes des classes et de rupture avec le capitalisme! Rien ne fut jamais acquis d'avance, et rien n'est jamais définitivement tranché ! Pour autant ce sont ses traits identitaires, ses débats, ses victoires et ses défaites qui ont forgé la CGT tout au long de son histoire, une histoire fondé sur les valeurs inséparables qui sont celles du Mouvement ouvrier français et international. Pendant près d'un siècle, elles ont valu un grand prestige international à la CGT !

Celui-ci constitue un patrimoine dont ses syndiqués sont fiers mais dont ils doivent continuer à être comptables, et cela d'autant que de nombreux militants et dirigeants de la CGT ont sacrifié leur vie pour un idéal de fraternité, de solidarité humaine, de coopération entre les travailleurs et les peuples dans un monde définitivement débarrassé des guerres ! C'est pourquoi il est important de militer en faveur d'une réappropriation de l'histoire du mouvement ouvrier par ses acteurs eux-mêmes ! C'est d'autant plus important que certains dans le mouvement syndical et ailleurs confondent pensée critique et réécriture de l'histoire. Ils cherchent ainsi à gommer les contradictions fondamentales, les contradictions de classe en pratiquant l'ostracisme, la censure tout comme en cultivant une forme d'ignorance médiocre qui cherche à enfermer le débat dans un discours consensuel qui se garde de poser les vraies questions !

Alors que ces mêmes considèrent comme idéaliste voir obsolète cette opinion, elle est en réalité plus actuelle et moderne que jamais, justement parce que nous sommes confrontés à la crise du capitalisme et à celle de la domination impérialiste d'une minorité sur le reste de l'humanité! Chacun sent obscurément qu'il se passe quelque chose. Nous sommes entrés dans une dynamique apparemment chaotique, elle correspond aux traits de ce que l'on appelle une période de transition ou encore... un changement d'époque. Elle n'est pas sans opportunités! Ainsi par exemple, on n'a jamais autant critiqué et questionné le prétendu « exceptionnalisme américain », « véritable insulte à l'égalité des humains »<sup>2</sup> comme l'ont montré cette année les interventions de nombreux chefs d'États et de gouvernements à la tribune de l'Assemblée Générale de l'ONU.

« Notre survie dépendra du degré de détermination que nous engageons pour la défense de la vie et de la vitesse avec laquelle nous remplissons notre devoir urgent visant à créer une Organisation mondiale indépendante de l'Empire, et capable de lutter efficacement contre les différentes crises convergentes qui nous assaillent, et **par-dessus tout**, contre l'Origine principale, c'est-à-dire les Etats-Unis, qui sont possédés par le démon de la Full Spectrum Dominance, du contrôle total et absolu de la planète Terre. »<sup>3</sup>

Renoncer à ce combat et cette ambition serait renoncer à être nous-mêmes! Par conséquent, on ne saurait réfléchir à ce qui nous réunit aujourd'hui indépendamment de ce qui nous a forgé, et nous rassemble quand bien même les différences donneraient lieu et donnent lieu encore à des débats passionnés et contradictoires ! Tant il est vrai que « celui qui n'a pas de mémoire n'a pas d'avenir ». Je voudrai donc évoquer ici 4 sujets :

1. **Le combat pour la paix et les principes de solidarité internationale de la CGT, avant et après la Première Guerre mondiale !**
2. Les luttes contre les guerres coloniales, l'OTAN et les ambitions impérialistes de suprématie mondiale.
3. **De l'Europe aux menaces de guerre, la Syrie !**
4. Nos responsabilités syndicales.



## **I - Le combat pour la paix et les principes de solidarité internationale de la CGT, avant et après la Première Guerre mondiale !**

C'est le 19 avril 1915 à Mort Mare en Meurthe et Moselle que furent fusillés pour l'exemple et sur ordre du Général Deletoile : le caporal Antoine Morange, les soldats Félix Beaudy et Henry Prébost<sup>4</sup> parce qu'ils avaient refusé avec leur compagnie d'en finir avec une tranchée allemande mais surtout parce qu'ils étaient adhérents et militants de la CGT ! « Ils étaient morts par la patrie, et non pour la patrie ». Mais d'abord quelques dates en forme de repères :

Après la création de la 1<sup>ère</sup> Internationale ouvrière,<sup>5</sup> le fameux « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!* » du Manifeste du Parti communiste de 1848,<sup>6</sup> la défaite de la

guerre de 1870 et les massacres de la Commune, les travailleurs se réorganisèrent, Friedrich Engels contribua après la mort de Marx à la fondation de la Seconde Internationale en 1889. Avec la création de la CGT, on assista en 1895 à la conclusion d'un long processus, original, de débats intenses qui vont avec la fédéralisation permettre la création d'un Centre National interprofessionnel pour l'animation et la coordination des luttes. En 1906, a lieu le Congrès d'Amiens et la charte qui y est votée devient la référence théorique du syndicalisme français, celles des conceptions de lutte de classes et du syndicalisme révolutionnaire !

**1912** : La CGT est la seule confédération syndicale existante en France, elle compte 700 000 adhérents sur un total de 7 millions de salariés. Le 24 novembre, elle tient un congrès extraordinaire sur le thème de l'action préventive contre la guerre.

**1913** : Se constitue le Secrétariat syndical international (CSI) auquel participe la CGT. Le 25 février, la CGT publie un manifeste antimilitariste.

**1914** : La CGT compte alors environ 300 000 adhérents. Elle organise des manifestations syndicales contre la guerre le 27 juillet. Le 31 juillet, Jean Jaurès est assassiné ! Le 1<sup>er</sup> août c'est la mobilisation générale et le début d'un conflit mondial, il va durer 4 ans ! Le 3 août, c'est la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France. Le 4 août, la CGT rallie l'Union sacrée. Lors du CCN de la CGT, tenu du 26 novembre au 5 décembre, seule une minorité se prononce contre la guerre. En septembre 1914, Léon Jouhaux Secrétaire général de la CGT entre au Comité de Secours national, délégué à la Nation pour "*soutenir le moral du pays et l'effort de guerre*". Seule une minorité rassemblée autour de la Fédération des Métaux et du groupe de "*La Vie Ouvrière*" combat les orientations du groupe dirigeant!

**1915** : Après la démission de Pierre Monatte de la direction de la CGT, le 3 janvier, en protestation contre le ralliement de celle-ci à l'Union Sacrée, la guerre fait chuter les effectifs à 50 000 adhérents.

**1917** Dans l'année, on compte 696 grèves et 293 810 grévistes en France. Parallèlement, les effectifs remontent à 300 000. Les 6 et 7 novembre, c'est la rupture de l'Union sacrée. Au même moment, éclate la Révolution d'Octobre en Russie. Dans les heures qui suivent le déclenchement de la Révolution, Lénine fait approuver le fameux Décret sur la paix. Il annonce l'abolition de la diplomatie secrète et la proposition, à tous les pays en guerre, d'entamer des pourparlers « *en vue d'une paix équitable et démocratique, immédiate, sans annexions et sans indemnités* ». Seule l'Allemagne accepte ! <sup>7</sup>

**1919** : 25 mars : « *on vote la loi sur les conventions collectives. 28 mars : la loi supprimant le travail de nuit dans les boulangeries. Le 23 avril: les lois sur la journée de 8 heures* ». Le 1<sup>er</sup> mai, la grève générale de 24 heures est marquée par 500 000 manifestants à Paris (1 mort). La CGT passe à un effectif de 1 million et demi d'adhérents. Dans l'année, on compte 2 206 grèves et 1 160 000 grévistes en France »<sup>8</sup>. Le 30 avril : Pierre Monatte crée les Comités syndicalistes révolutionnaires. En décembre 1920, dans la salle des Manèges jouxtant l'Abbaye St Julien de Tours, la majorité du Parti socialiste crée le Parti communiste français. En 1921, les partisans de la lutte des classes vont gagner progressivement en influence au point de faire pratiquement jeu égal avec les réformistes au Congrès de Lille de la CGT. Toutefois, bien que faisant tout pour préserver l'unité, les minoritaires seront exclus et constitueront la CGT unitaire (CGTU) au congrès de St Etienne en 1922, ils

rejoindront dans ces circonstances les rangs de la jeune *Internationale Syndicale Rouge* ou *Profintern* née de la Révolution d'Octobre.

Au contraire de la Fédération syndicale internationale (FSI) créée en 1919 qui maintient une politique de présence dans les institutions de la Société des Nations, l'*ISR* privilégie l'action revendicative sur le terrain. Elle s'implique aussi beaucoup sur les questions internationales, comme par exemple, au sujet de l'Occupation de la Ruhr contre laquelle la CGTU lance ses mots d'ordre de grève politique, en lien avec l'*ISR* et l'internationale communiste. Elle favorise aussi l'action des syndicalistes des pays colonisés ou dominés, comme en Chine.

Après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, l'*ISR*, à la suite du Komintern change de tactique, et propose le 7 mars 1935 une conférence commune à la FSI pour le rétablissement de l'unité. Des discussions démarrent donc au niveau international, mais avant même qu'elles soient finalisées, des centrales rouges ont déjà intégré les rangs de la FSI, comme par exemple la CGTU en France. Devant cette situation, l'*ISR* se dissout à la fin de 1937. Les syndicats rouges essayent alors de s'affilier à la FSI. Cette dernière envoie une délégation à Moscou en novembre 1937 pour discuter avec les syndicats soviétiques. Mais les accords de Munich, puis le Pacte germano-soviétique interrompent les contacts. Ils reprendront après l'invasion de l'URSS par les troupes allemandes pour préparer la création de la Fédération syndicale mondiale (FSM).

Mais revenons quelques années en arrière : le 12 octobre 1925, éclate la guerre du Rif. La troupe est massivement mobilisée contre le révolutionnaire Marocain Abdel Krim et les forces qui le soutiennent, comme l'Internationale communiste. C'est à mes yeux un événement fondateur, le premier grand engagement internationaliste pour la toute jeune CGTU et le tout aussi jeune PCF. La différence avec la CGT et le PS est alors sensible ! Car dans la tradition d'avant 1914, la CGT acceptait le fait colonial, ayant seulement la volonté d'y introduire davantage de justice et d'humanité. La CGTU, elle, renverse totalement ce discours. Avec la révolution bolchevique, la constitution de l'*Internationale communiste*, et de l'*Internationale syndicale rouge* (ISR), une nouvelle orientation fut mise en avant: la défense de l'indépendance nationale des pays dépendants, la communauté de combat entre colonisés et prolétaires. Celle-ci est censée s'imposer !

Toutefois, l'internationalisme ne se décrète pas ! Pas plus qu'il ne saurait être une pétition morale, il n'a de sens que dans la mesure où il contribue aux luttes et donc au rapport des forces à l'échelle nationale et mondiale, c'est à quoi voulut s'employer la CGTU. Dans les années qui suivent la fin de la Première Guerre mondiale, on ne peut encore parler de rupture radicale, mais le mouvement était engagé. On peut lire de nombreux articles dans la *Vie Ouvrière* ! Un groupe de jeunes militants,<sup>9</sup> dont certains issus des colonies, prit alors au sérieux les nouveaux principes.

Et revenons à 1925 et à la guerre du Rif en France, une campagne d'une violence inouïe mit en place pour expliquer que, plus que les intérêts français, c'est la «civilisation occidentale» qui était menacée. Abd El-Krim, soutenu par son peuple et par l'Internationale communiste, était présenté comme l'enfant monstrueux de deux fanatismes: l'islam et le communisme. Les Rifains sont surnommés par une certaine presse les «Boches de l'Afrique». Les hommes politiques de tous bords se livrent à des effets de manche. Les journaux rivalisent dans les descriptions des atrocités de ces «indigènes» retournés à l'état sauvage. Décidément les médias d'aujourd'hui n'ont rien à envier à ceux d'hier ! Mais la CGTU, le PCF et des intellectuels prestigieux rassemblés autour d'Henri Barbusse et des surréalistes comme Louis Aragon se

mobilisent au sein d'un Comité d'action contre la guerre du Rif. Ils affirment avec force un principe anticolonialiste sans ambiguïté: *«Nous proclamons une fois de plus le droit des peuples, de tous les peuples, à disposer d'eux-mêmes»*<sup>10</sup>

Un mot d'ordre de grève générale est lancé pour le 12 octobre 1925. C'est une première et une traduction concrète du principe "d'Internationalisme prolétarien"! Il y aura des centaines d'arrestations, de lourdes peines de prison, et même un mort lors de la manifestation parisienne. Gaston Monmousseau, Directeur de *la Vie ouvrière* parlera de 1 million de grévistes et de centaines de milliers d'autres sous d'autres formes! La lecture des textes de la CGT, en tout cas, ne laisse aucun doute sur l'hostilité farouche que nourrissaient ses dirigeants – et sans doute nombre de ses adhérents– à l'égard de la CGTU en général et de la grève en particulier.<sup>11</sup> Malgré ces obstacles et pourtant dans un climat particulièrement défavorable, les organisations de la CGTU ont visé très haut: faire la démonstration que l'internationalisme pouvait passer – ou plutôt commençait à passer – dans les actes. Les grévistes d'octobre 1925 étaient en tout état de cause minoritaires, mais ils ont marqué de leur empreinte l'histoire sociale et politique française.

Avec la réunification de la CGT en 1936 et l'avènement du Front Populaire, la CGT va inscrire dans le préambule de ses statuts : les principes fondateurs du syndicalisme démocratique, de masse et de classe. Comme on le sait, la CGT prend une place décisive dans les grèves et les occupations d'usine. En 1937, elle compte 5 millions d'adhérents ! Le 18 juillet 1936, alors que l'euphorie consécutive à l'Accord de Matignon commence à retomber, la guerre civile espagnole éclate. Elle va passionner la vie politique française et commencer à diviser le rassemblement populaire. De nombreuses similitudes vont contribuer à faire de ce conflit extérieur une affaire française. Géographiquement proche, l'Espagne est surtout une jeune République fragile, née en avril 1931 et gouvernée depuis février 1936 par une coalition de *Frente Popular!* La guerre civile en Espagne va devenir un des autres actes fondateurs de l'internationalisme de la CGT. Elle se dresse immédiatement contre le coup d'État franquiste et affirme dans une déclaration solennelle son soutien au peuple espagnol<sup>12</sup>*«La CGT française adresse au peuple espagnol et à l'UGT l'expression de son admiration fraternelle pour sa lutte contre la réaction et le fascisme.»*

La lutte des républicains espagnols est présentée comme une lutte universelle contre le fascisme, et la CGT met l'accent sur les conséquences d'une éventuelle victoire franquiste.<sup>13</sup> Dès la ratification de la non-intervention par les principales puissances, le Bureau de la CGT se prononce contre. La CGT va alors s'engager pour tenter d'obtenir une réorientation de la politique gouvernementale française, dirigée par le PS et Léon Blum.

De son côté, la FSI réclame la réouverture de la frontière espagnole pour le passage du matériel de guerre, principalement soviétique. Elle demande également que le droit du gouvernement espagnol de s'acheter des armes lui soit légalement reconnu. La démarche est vaine et, le 1er avril 1939, la République espagnole est vaincue. Aux yeux de la CGT, la non-intervention est la principale responsable de cette défaite. Contre le gouvernement de la non intervention, le soutien des militants et des syndicats CGT ne se sera jamais démenti ! Elle va aller du secours aux enfants d'Espagne, à la fourniture des armes jusqu'aux héroïques brigades internationales.<sup>14</sup>

Les événements d'Espagne vont accélérer la montée du fascisme et la guerre. La bourgeoisie est partout à la contre-offensive et la riposte en France se développe

dans de mauvaises conditions du fait des attermolements des dirigeants confédéraux de la CGT! L'anticommunisme est entretenu, et les communistes vont être exclus du bureau confédéral de la CGT et de la commission administrative! Plus de 600 syndicats seront dissous. Sous la direction de Benoit Frachon, les militants exclus et ceux qui ne sont pas arrêtés, internés deviendront les futurs cadres de la résistance armée. On sait ici ce que furent les sacrifices de nos prédécesseurs, le courage héroïque de certains qui au plus fort du drame de la guerre entendaient renouer la chaîne de fraternité entre les ouvriers de France et d'Allemagne. Allant comme Timbaud dirigeant des métallos de la région parisienne jusqu'à crier "*vive le Parti communiste allemand*" devant le peloton d'exécution<sup>15</sup>.

Ce qu'il faut évidemment retenir de cette période qui a si profondément marqué notre histoire, c'est que le combat de classe contre le fascisme et pour l'indépendance nationale doit reposer sur la justice sociale. Ce n'est pas sans raisons que dans la clandestinité et à la tête des combats de la résistance, Benoit Frachon appelait « *à ne pas oublier de se battre pour les revendications* » ! C'est donc fort logiquement que les premiers grands mouvements de masse contre l'occupant et la collaboration s'appuient sur les revendications. En 1941, la grève des mineurs du Nord-Pas de Calais sera le déclencheur !<sup>16</sup> On pourrait évoquer également bien d'autres exemples, en particulier celui des militants de chez Renault dont le patron/collaborateur Louis Renault<sup>17</sup> participait à l'effort de guerre allemande. Plus de 70 ans après sa famille entend de nouveau obtenir réhabilitation et réparation. Il faut se féliciter que la mobilisation et la campagne impulsés par les militants de la CGT et anciens dirigeants du syndicat CGT de Billancourt ai rendu vain cet affront à la centaine de combattants de la résistance déportés ou fusillés au Mont Valérien, ces travailleurs de chez Renault, ces syndicalistes qui furent de tous les combats "*pour le pain et la liberté*".

En 1943, l'unité syndicale se reconstitua. La CGT est alors partie prenante du Conseil national de la Résistance (CNR) où siègent plusieurs de ses dirigeants. La CGT va contribuer à y inscrire les engagements sociaux, économiques et culturels qui deviendront les piliers du redressement de la nation, après la trahison de la France par les industriels et les collaborateurs. La grève générale insurrectionnelle avec occupation contre l'occupant nazi et le régime de Vichy dont le signal sera donné par les cheminots de Vitry sur Seine et la CGT le 10 août 1944 deviendra une des plus belles pages de l'histoire ouvrière internationale. Aujourd'hui, face à une politique toute dévouée aux intérêts du Capital au plan national et international, ces objectifs du CNR gardent non seulement toute leur pertinence mais impliquent de les revendiquer comme autant d'objectifs de lutte syndicale ! Après la libération et la réunification, la CGT comptait 6 millions d'adhérents, d'importants succès vont être obtenus.

« *Seule la classe ouvrière sera restée dans sa masse fidèle à la patrie profanée,* » comme devait le rappeler François Mauriac !<sup>18</sup> Entretemps, sur les décombres du fascisme a été créée la « *Fédération Syndicale Mondiale* » en octobre 1945, à Paris, et Louis Saillant, Secrétaire de la CGT en est devenu le Secrétaire général.

Lors de l'annonce du *Plan Marshall*, le 5 juin 1947, les organisations de la FSM se partagent entre ceux qui le refusent catégoriquement (syndicats soviétiques, la CGT, la CGIL italienne) et ceux qui l'acceptent (syndicats nord-américains, britanniques, scandinaves). En mars 1948, l'AFL convoque à Londres une conférence des organisations syndicales partisans du *Plan Marshall*, qu'elles soient ou non membres de la FSM. De fait l'unité a vécu. En janvier 1949, le « *Trade Union* » (TUC)

britannique demande la suspension des activités de la FSM compte tenu de la situation. En décembre 1949, ils fondent la « Confédération internationale des syndicats libres » (CISL) avec l'implication directe du gouvernement américain et celle de la CIA. La CISL se transformera beaucoup plus tard en « *Confédération Syndicale Internationale* » (CSI) à laquelle la CGT décidera d'adhérer en 2006 après son affiliation à la Confédération Européenne des Syndicats » (CES) en 1999.<sup>19</sup> Au niveau national, plusieurs confédérations syndicales connaîtront des scissions, c'est le cas de la CGT où les opposants, par anticommunisme, vont former la Confédération générale du travail – Force ouvrière ou encore en Italie avec la scission en 1948 de la CGIL.

L'année 1947 fut l'une des plus difficiles de l'après-guerre! La pénurie alimentaire se conjugait avec la hausse des prix. Le gouvernement est de plus en plus sensible à la pression des USA qui veulent, au moyen du plan Marshall, renforcer leur hégémonie sur les pays européens affaiblis par la guerre. La scission perpétrée dans la CGT puis dans la FSM signifie bientôt l'entrée dans une nouvelle phase des luttes de classes en France et dans le monde. Les risques d'une 3ème guerre mondiale sont alors considérables, en particulier avec le conflit en Corée et l'affaire de Suez. En France, la bourgeoisie entendait rétablir pleinement son hégémonie pour mettre en cause les acquis sociaux et démocratiques du programme du « *Conseil National de la Résistance* » (CNR), en collusion avec les forces réformistes dont elle a cherché par la scission de la CGT à élargir l'espace, tout en diminuant l'influence du syndicalisme de classe. Au plan international, les USA, rompant l'unité antifasciste, s'engagèrent dans la politique de guerre froide.<sup>20</sup>

À ce stade, je veux souligner la cohérence du combat de la CGT, forgé dans celui de la résistance à l'envahisseur. Depuis la grande Révolution Française et les Lumières, le patrimoine national s'est enrichi à travers la conscience du peuple de l'idée de Nation, celui de souveraineté populaire. On retrouve là le lointain héritage de Valmy qui faisait dire si bien à Goethe présent à la bataille, et plein de lucidité - : « *De ce lieu et de ce jour date une nouvelle époque dans l'histoire du monde* ». Il ne s'y était pas trompé, Valmy, fut aussi le début d'une longue et périlleuse marche pour la liberté des peuples... Mais Valmy est avant tout une victoire symbolique de la Nation. On est ainsi passé de l'éveil de la Nation française, à celui du passage à sa maturité. La Nation prend tout son sens. Le peuple a pris largement part à la bataille, non plus pour un Roi tuteur, mais pour lui-même, pour sa liberté pour l'égalité et la fraternité entre les peuples. Valmy, ce n'est pas simplement la première victoire de la République, c'est sa naissance. Et plus tard, cela aura une influence considérable dans les combats contre l'occupant, puis contre la constitution du marché unique européen et la vassalisation de l'Europe à l'Empire, jusqu'au soutien aux luttes de libération nationale. L'internationalisme est aussi fondé sur ces principes, car si défendre souveraineté nationale et souveraineté populaire ne font qu'un, et si nous revendiquons ce droit pour nous-mêmes, alors nous nous devons de le reconnaître pour tous les autres peuples, et c'est ensemble que nous devons le défendre!

Ainsi, de Valmy à la Commune de Paris, des mutineries de 1917 qu'évoque la chanson de Craonne à la fraternisation avec les travailleurs et les soldats allemands de la Ruhr, de la solidarité aux insurgés du Rif, au combat internationaliste aux côtés des républicains espagnols, du "vive le PC Allemand" de Timbaud, jusqu'aux combats contre le plan Marshall, les guerres coloniales, le traité de Maastricht, le projet de Constitution européenne, et les guerres impérialistes, on retrouve un fil continu dans l'engagement de la CGT. Celui-ci demeure le combat pour l'indépendance nationale,

celui de la souveraineté, du refus de l'ingérence étrangère et celui de la justice sociale. Tout cela forme un tout qu'on ne saurait découper en tranches! Cette position de classe qui faisait dire à Jaurès, « *que si le capitalisme porte en lui la guerre comme l'orage porte la nuée* », lui faisait ajouter, « *nous ne sortirons de l'iniquité qu'en sortant du capitalisme!* »



## II - Les luttes contre les guerres coloniales, l'OTAN et les ambitions impérialistes de suprématie mondiale

Avec la fin de la Seconde Guerre mondiale l'impérialisme va s'adapter à la situation nouvelle, au rapport des forces issues de la victoire sur le fascisme et le nazisme : le camp socialiste s'est renforcé en particulier avec l'avènement de la République Populaire de Chine, dans les pays capitalistes développés les travailleurs sont à l'offensive, en particulier en France et en Italie, le Mouvement de libération nationale se développe. Après la défaite de Dien Bien Phu, et le désastre de l'affaire de Suez le colonialisme français est partout en accusation et menacé.<sup>21</sup> En Indochine, à Madagascar, au Cameroun, en Algérie, le bilan est accablant et terriblement accusateur!<sup>22</sup> On pourrait continuer ainsi jusqu'à aujourd'hui, y compris jusqu'à la Yougoslavie, l'Irak, la Libye, le Mali et s'ils n'en avaient pas été empêché: la Syrie!

La CGT en toute indépendance va s'opposer à ces guerres et mobiliser en permanence les travailleurs contre les politiques mises en œuvre par les différents gouvernements ! La CGT est la seule organisation syndicale qui, cohérente avec ses combats antérieurs, va contribuer par une solidarité sans faille à la lutte des peuples pour leur indépendance et leur émancipation de la tutelle coloniale. Il y a là un enseignement majeur : le combat internationaliste, pour être efficace et conséquent, doit être orienté dans l'action contre l'impérialisme de son propre pays. Symbolique de cette affirmation fut le combat extraordinaire des dockers marseillais, de Port de Bouc, de Brest ou de la Rochelle la Pallice qui refusèrent en 1950 de charger le matériel de guerre pour l'Indochine. Cette épopée dont André Stil parle si bien dans son livre « *Le premier choc* » précèdera<sup>23</sup> le film longtemps interdit « *Le Rendez-vous des quais* »<sup>24</sup> de Paul Carpita ! Tout aussi significatifs furent les combats pour la paix en Algérie jusqu'aux martyrs de Charonne et au sacrifice de tant de militants combattants pour l'indépendance, je pense à notre ami Henri Alleg,<sup>25</sup> celui qui dénonça dans « *la Question* » l'usage de la torture !



Le soutien au Mouvement de libération nationale et pour la paix fut ainsi un engagement de principe de la CGT, mais par-dessus tout un engagement concret pris en charge par les syndicats CGT dans les entreprises. Comment ne pas se souvenir des campagnes contre l'agression américaine au Vietnam, au Laos, au Cambodge, contre la répression de masse en Indonésie et au Soudan, de l'engagement aux côtés des combattants contre le système d'Apartheid en Afrique australe, ou avec les peuples palestiniens, syriens et libanais, ou encore pour dénoncer les dictatures en Amérique Latine comme au Chili ou en Colombie, pour soutenir Cuba et sa Révolution, mais également, on l'oublie trop souvent, le solidarit avec les démocrates victimes du Maccarthisme comme les Rosenberg, et depuis, pour la libération d'Angela Davis, de Munia Abu Jamal et de syndicalistes en Amérique du Nord. Combien de syndicalistes et futurs hommes politiques africains ont ainsi été préparés au combat pour l'indépendance dans les écoles de la CGT, dans leurs pays, clandestinement, ou encore en France. Ainsi Ahmed Sékou Touré premier Président de la Guinée souveraine et qui eut le courage de dire « Non » au Général de Gaulle ! Comment ne pas évoquer la place qu'occupait l'école de la FSM de Brazzaville longtemps animée par des militants de la CGT ? Il faudrait évoquer aussi les activités en Afrique de ce grand résistant commandant des Milices patriotiques<sup>26</sup>, militant de la CGT, internationaliste conséquent, Maurice Gastaud, qui savait parler non sans humour de cette nuit de Noël passée sous les bombes à Luanda ! Plus récemment, la formation de syndicalistes de nombreux pays, dont la Chine, fut assumée à travers le CERCIGT/Institut Louis Saillant.<sup>27</sup> Ou encore la recherche à travers les activités de l'ISERES CGT<sup>28</sup> et son groupe de réflexion internationale !

Ainsi le combat pour la paix devint inséparable de la solidarité internationaliste, de la recherche de la coopération, de la compréhension et de l'amitié entre les peuples ! Je le répète, rien de tout cela n'aurait été possible sans une orientation claire, des principes partagés et pris en charge par les syndicats CGT d'entreprise, les Fédérations, les Régions et Unions départementales, les Unions locales. Ce sont là les raisons principales qui firent de la CGT une organisation respectée, y compris par ses adversaires, et une confédération syndicale incontournable au plan international ! Pour la CGT comme pour les organisations adhérentes à la FSM de cette époque, l'action pour la paix, l'internationalisme devait être conçu comme un engagement de lutte à part entière. L'Appel de Stockholm en 1949, à l'initiative de Joliot Curie et du Mouvement mondial des partisans de la paix, contre l'armement nucléaire à laquelle la CGT contribua se couvra de millions de signatures.

Le développement des relations à la base entre les travailleurs du monde était conçu comme un outil de compréhension entre les peuples et les pays. Plus cette compréhension était profonde et plus étroits étaient les rapports directs entre ouvriers et syndicats. Par conséquent, plus faibles étaient les risques de voir se reproduire des catastrophes, de nouvelles guerres, comme on l'avait vu avec les bombardements *d'Hiroshima et Nagasaki*. Dénonciation à laquelle la CGT s'honorait de contribuer en participant chaque année aux rassemblements pacifistes aux côtés des syndicalistes et pacifistes japonais, ou encore en participant aux Marches pour la paix en Allemagne, ou en mobilisant les travailleurs et l'opinion contre les essais nucléaires français, en militant à Mururoa aux côtés des syndicalistes polynésiens, mais aussi avec ceux d'Australie et de Nouvelle Zélande ou enfin aux côtés du Mouvement de la Paix français et de l'Appel des Cent que présidait Georges Séguy pour exiger « ni Pershing ni SS20 ». Bien évidemment, cette conception se heurta de front à la politique de réarmement du gouvernement français, aux bases américaines en Europe, au renforcement de la puissance de l'OTAN, mis en place hier pour faire pièce à la place occupée par le camp socialiste et aujourd'hui dans un but de pillage et de domination impérialiste sur l'humanité toute entière!



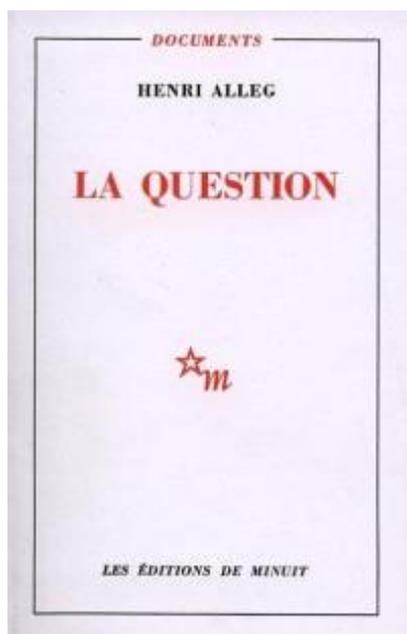
Ces combats n'ont de sens et ne sauraient être utiles que s'ils sont en premier lieu orientés pour ce qui nous concerne contre les choix, les politiques, et les pratiques impérialistes du gouvernement français. Pour la CGT, son engagement en faveur de la Paix devrait poursuivre à mes yeux au moins 4 objectifs :

**1-** la lutte contre la course aux armements à laquelle se livre de nombreux pays, en dénonçant le gaspillage des sommes d'argent considérables utilisées pour le budget militaire et qui pourraient être, réinvesties afin de répondre aux besoins de développement et de justice sociale de l'humanité toute entière. Les dépenses d'armement se sont élevées pour 2010 à 1 230 milliards d'euros.<sup>29</sup> Le marché mondial des armes a augmenté de 30% en 4 ans et pourrait doubler d'ici 2020. La France est le 3<sup>ème</sup> exportateur mondial. Alors que dans le même temps la demande alimentaire n'a cessé de croître dans le monde, et que l'eau est devenue un enjeu planétaire, en particulier du fait du changement climatique qui accroît la sécheresse. 12 jours après le début de l'engagement français au Mali,<sup>30</sup> la facture aura été de plus de 30 millions d'euros. Combien depuis ? Or le Mali compte parmi les pays les plus pauvres d'Afrique, l'espérance de vie y est de 54 ans, en milieu rural seulement 53% de la population a accès à l'eau et 43,6% des Maliens vivent en dessous du seuil de pauvreté<sup>31</sup>

**2-** la lutte contre la prolifération des armes nucléaires afin d'arriver à terme à leur disparition tout comme pour ce qui concerne les armes chimiques dont on connaît l'usage qu'en firent les Etats-Unis en Yougoslavie, et en Irak avec les défoliants et les bombes à uranium appauvri, ou encore au Vietnam avec de l'agent orange dont ce pays subit toujours les conséquences. De 1967 à 1973, les USA déversèrent 80 millions de litres d'un puissant herbicide rompant toute la chaîne alimentaire. L'agent orange provoqua des centaines de milliers de victimes, et encore aujourd'hui 40 ans après des enfants naissent avec des malformations !<sup>32</sup> Si exiger cela de la Syrie est une bonne chose, il faut être cohérent et commencer par démanteler les productions d'armes chimiques des pays riches, à commencer par les USA, et la France !

**3-** la résolution pacifique des conflits par la négociation. Ainsi, par exemple, si est posé le problème du désarmement du Proche-Orient, cela devrait impliquer de le poser de façon non sélective, en envisageant la situation de certains pays sous l'angle de leur rôle politique et financier, comme l'Arabie saoudite et le Qatar, ou encore la Turquie et la Jordanie qui servent de bases arrières à l'agression contre la Syrie, enfin en exigeant la dénucléarisation d'Israël !

**4-** la reconnaissance des droits souverains des peuples à disposer d'eux-mêmes comme le proclame la Charte des Nations Unies. Alors qu'en réalité prévaut l'unilatéralisme dans les relations internationales, il faut y substituer le multilatéralisme ! L'ingérence des pays capitalistes à la recherche de nouveaux pillages des richesses est systématique afin d'accroître leurs zones d'influence, permettant ainsi une véritable recolonisation présentée au nom des droits de l'homme comme le montre l'usage qui est fait de ce nouveau concept de « *Responsabilité à protéger* » ou R2P, qui a succédé à « *l'ingérence humanitaire* » chère à Bernard Kouchner. Quant à L'OTAN, c'est un outil central de l'impérialisme étasunien contemporain qui continue à s'abriter derrière des valeurs énoncées dans *le Traité de Washington*<sup>33</sup> et qui n'a pas un adversaire mais qui considère comme adversaire toute tentative d'émancipation politique, toute recherche de développement national autonome, toute aspiration à échapper au talon de fer des firmes transnationales et des distributeurs des dollars de l'assujettissement. « *Les Etats-Unis ne représentent que les intérêts de leur Complexe militaro-industriel* » comme l'avait fort bien déclaré le Président des USA Dwight Eisenhower, qui devait bien savoir de quoi il parlait.<sup>34</sup>



La question qui est posée est celle de la capacité de cette énorme puissance militaire qu'est devenu l'OTAN à se maintenir alors qu'elle a de moins en moins les moyens financiers pour ses appétits de pouvoir mondial. Les troupes russes retirées d'Allemagne et des pays de l'Est, le pacte de Varsovie disparu, l'URSS dissoute, l'OTAN continue de chercher à se renforcer et à s'étendre. Confirmée comme un outil de l'hégémonisme étasunien<sup>35</sup>, l'OTAN peut changer d'adversaire mais pas de raison d'être : *dominer*. Elle et ses membres ont suffisamment piétiné les droits de l'homme et les valeurs dont ils se réclament pour ne pas être pris au sérieux. L'OTAN peut effrayer, peut même terroriser les autres États par l'énormité de ses moyens

militaires. Cependant à bien observer la réussite de ces interventions « *postcommunistes* » on tire deux leçons :

**1-**L'OTAN ne s'attaque qu'à des adversaires militairement très faibles : Yougoslavie, Afghanistan, Libye ...mais elle ne gagne pas en Afghanistan c'est le moins qu'on puisse dire avec les Talibans contrôlant la presque totalité du pays.

**2-** Enfin et surtout du point de vue géopolitique global, l'hégémonisme étasunien et l'OTAN sont contestés ! Des alliances anti-hégémoniques se constituent, c'est une donnée nouvelle qui change les choses et va dorénavant dans le sens d'une réorganisation multipolaire du monde.

- En Amérique Latine : par la création récente de l'*UNASUR* outil de coordination des politiques militaires des Etats latino-américains qui sans être une alliance ouvre la voie à une autonomie stratégique du continent ;
- En Eurasie : par la création de *l'Organisation de Coopération de Shanghai* qui permet la coordination stratégique des deux plus grandes puissances du continent : Chine et Russie avec comme associés/observateurs : l'Inde, le Pakistan, l'Iran.<sup>36</sup>

Par ailleurs, l'OTAN comme les Etats Unis sous-traitent de plus en plus tout ou partie de leurs activités. Comme l'ont révélé les affaires Snowden, celle de Wikileaks, ou du soldat Manning, pas moins de 16 agences de renseignements fonctionnent pour le compte des Etats-Unis, employant 107 000 personnes dont 22 000 contractuels, pour un budget de 52 milliards de \$ auquel il faut rajouter les 23 milliards du Pentagone! Les entreprises de sécurité représentent à elles seules près de 200 000 personnes, principalement en Irak et Afghanistan qui coutent plus d'1 milliard de dollars \$ au budget fédéral des Etats Unis.<sup>37</sup> La capacité militaire tactique des Etats-Unis et de l'OTAN est énorme et leurs capacités de destruction formidables, mais stratégiquement, les pays de cette alliance vieillie ne représentent que les tenants d'un système de domination néocolonial en déclin qui n'est plus porté que par les couches dirigeantes de pays ne rassemblant qu'un peu plus de 10 % de la population du globe et qui ne conserve plus comme monopole que celui de la menace de mort et du chantage économique et financier. Toutes les autres capacités : scientifiques, techniques, industrielles intellectuelles, artistiques étant désormais réparties dans le reste du monde, c'est-à-dire la très grande majorité, de l'humanité vivante.



### III - De l'Europe aux menaces de guerre, la Syrie !

Il n'est pas de domaine où « *l'Europe* » ne soit synonyme de régression. On nous avait annoncé, surtout après la disparition de l'Union soviétique, que l'Europe allait définitivement connaître la paix et le plein emploi. Or nous avons eu la guerre en Yougoslavie, et les tensions se poursuivent : à Chypre entre Grecs et Turcs, dans les Balkans, entre Grecs et Macédoniens, entre Wallons et Flamands en Belgique, entre le Sud et le Nord de l'Italie et même entre Anglais et Ecossais. D'une façon plus générale, entre le Nord et le Sud de l'Europe. La tragédie de Lampedusa n'est-elle pas là pour nous le rappeler, et cela sans parler de la montée du racisme, de l'intolérance et de la haine que cela soit à l'égard des Roms ou d'autres populations.

A ce sujet, il faut souligner que si pour la *Fédération syndicale mondiale*(FSM) le doute n'est pas permis : le coupable de la tragédie de Lampedusa , « *c'est la mondialisation capitaliste* » Cette réaction contraste avec celle de la CSI, l'autre centrale syndicale mondiale, qui parle du "*droit de tout Etat de contrôler ses frontières*" et qui ajoute : "*Avec une population qui vieillit rapidement, l'Europe doit trouver de nouveaux moyens de contrôle des frontières d'équilibrage et de politique de la migration de travail. Créer des canaux réguliers de migration, en collaboration avec les véritables acteurs du monde du travail - à savoir les ministères du travail, des employeurs et des organisations de travailleurs* ".<sup>38</sup> Le premier ministre luxembourgeois, le très libéral Jean-Claude Juncker, qui était encore il y a peu le président de l'euro groupe, a déclaré au mois de mars « *Les démons qui ont conduit à l'explosion de la Première Guerre mondiale sont peut-être endormis, mais ils n'ont pas disparu et je pense que les tensions que nous connaissons aujourd'hui rappellent celles qui prévalaient en 1913.* »<sup>39</sup>

Sur le plan économique, c'est un véritable fiasco, la récession est partout à l'ordre du jour et la vassalisation économique-financière vis-à-vis de notre suzerain, pardon ! partenaire principal, nous entraîne chaque jour un peu plus vers de nouvelles catastrophes dont les peuples en Europe paient l'addition ! Sur le plan social, l'Europe de l'emploi avec 27 millions de chômeurs est devenue une farce tragique, il n'y a guère que la *CES* pour encore justifier l'injustifiable et se déclarer prête à négocier plus de libéralisation et de précarité ! Sur le plan politique, après l'échec de Lisbonne et celui du référendum irlandais, il y a fort à penser que si l'on généralisait ce principe démocratique de consultation des citoyens, l'Union européenne et l'euro trembleraient sur leurs bases, comme nous l'avons vu après le succès acquis contre le projet de Constitution européenne qui donna lieu à un débat important et contradictoire dans la CGT ! Avec les prochaines élections européennes, on aura une nouvelle occasion de vérifier ce que représente l'Europe pour les travailleurs. Bon sujet de réflexion pour le Mouvement syndical et la CGT en particulier, d'autant plus que ces élections sont devenues « la priorité »<sup>40</sup> des activités prochaines de la *Confédération Européenne des Syndicats(CES)*! Pourtant la consultation et le vote sont des sujets que le rapport Cohen-Tanugi intitulé « *Euro monde 2015* »<sup>41</sup>, préconise de modifier dans les constitutions nationales, parce que souligne l'auteur: "*On ne peut plus faire de referendums nationaux*" ! Il suffisait d'y penser! Sur le plan de la sécurité, jamais l'Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale ne s'est trouvée confrontée à autant des risques de conflits ! Au point dit-on que Bruxelles voudrait voir se calmer le jeu entre Russes et Etats-Uniens au sujet du bouclier de défense anti-missiles.<sup>42</sup>

*Le nouveau concept stratégique de l'UE* est en préparation et sera en discussion au Conseil en décembre 2013. Celui-ci est assez « remarquable » ! Le manque total d'une vision globale est frappant, mais les visées en sont éclatantes à plus d'un titre, que peut-on y lire?

-Aucune précision sur les buts à poursuivre et par quels moyens les réaliser.

-Pratiquement aucune mention n'est faite au sujet de la « *diplomatie européenne* » qui, cependant, devrait jouer le rôle prioritaire dans le développement de la politique commune de sécurité par la réalisation des buts assignés par le concept stratégique ;

-Tout le document suppose implicitement une totale dépendance, un encadrement à travers les structures hypothétiques futures de l'OTAN alors que cette dernière se trouve en transformation fondamentale.<sup>43</sup>

-Toute la réflexion est axée sur la volonté d'accroître la capacité d'interventions militaires de l'UE, en coordination avec les pays membres, l'OTAN, et donc implicitement, avec les Etats-Unis d'Amérique qui en partie se dégageraient de l'Europe. Or, rien ne prouve cette croyance, sauf le discours de Washington qui est désireux de disposer des armées mercenaires européennes financées par les Européens, lui permettant de réduire son propre budget surdimensionné en augmentant l'effort budgétaire européen, malgré les politiques de restrictions continues en Europe.

A propos des interventions souhaitées « *hors-zone* », l'extension de ce territoire apparaît sans fin ni limites. Le document évoque simplement les « *voisinages des voisinages* » qui risque de s'étendre au monde entier.

Tout le document réfléchit en termes militaires et du point de vue des entreprises privées du secteur de défense et de sécurité, entreprises non sécurisées face à l'espionnage militaire ou économique.<sup>44</sup> Le document insiste sur les « *nouveaux acteurs* », dans le monde sans les identifier. Evidemment, pas de réponse à la question de savoir que faire de la dépendance de l'UE vis à vis de quelques multinationales de défense et de sécurité, ou encore pétrolières. Or, on le sait, elles sont peu nombreuses selon les secteurs et forment des redoutables oligopoles. Aussi peu concurrentielles que possible, elles dictent leurs technologies, fixent leurs productions et imposent leurs prix. L'industrie des drones à usage militaire l'illustre cela parfaitement, tout en ajoutant que le gouvernement Hollande/Valls envisage l'utilisation de drones pour la surveillance des Français au nom de la lutte contre la criminalité ! Pourtant, les secteurs industriels liés à la défense et à la sécurité collective constituent des « *biens publics* ». En tant que tels, il conviendrait dans une « démocratie » de les soumettre à la nationalisation ou du moins au contrôle public, strict et transparent.

Il est normal qu'avec une telle logique, la France et l'Europe se donnent un système de défense-sécurité totalement intégré à l'OTAN et qui désigne clairement l'ennemi extérieur et intérieur. Cette énumération, je pourrais la poursuivre en évoquant les perspectives d'accélération de l'intégration économique transatlantique<sup>45</sup> ! Pour toutes ces raisons, l'Europe est un fiasco et vouloir *la réformer, la réorienter, ou la reconstruire au nom d'une hypothétique Europe sociale, ou d'une Europe refondée* est un leurre et donc un danger, à commencer pour les peuples d'Europe eux-mêmes. En fait, l'Europe est à l'image de la crise du système capitaliste dont elle est issue, et il ne pourrait en être autrement, technocratique ou pas ! C'est la nature même de la chose qui produit de tels effets ! À mes yeux, il n'y a donc pas d'arrangements possibles, sauf à vouloir choisir le pire !

Cela appelle des décisions politiques conformes à ce que les peuples et les travailleurs attendent, et franchement, aujourd'hui ce n'est pas du côté de l'Union européenne

qu'ils attendent une réponse à leurs problèmes et à leurs interrogations sur l'avenir. À y regarder de plus près, ce serait même plutôt l'inverse !

Je veux évoquer maintenant ce qui touche au conflit le plus récent : la situation en *Syrie* et aux responsabilités du Syndicalisme. Comme pour bien d'autres sujets, si on veut agir sur les conséquences, il faut faire le choix de s'attaquer en premier lieu aux causes ! Il est clair que les enjeux géostratégiques de cette région véritable poudrière, avec de plus Israël disposant de l'arme nucléaire, sont au cœur des causes véritables de cette guerre. Comme ce fut le cas pour la Yougoslavie,<sup>46</sup> l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, le Soudan, le Mali, les préoccupations économiques ne sont pas loin. En effet, la région dispose de près de la moitié des réserves pétrolières et gazières, à quoi il faut ajouter un sujet capital, le contrôle des corridors maritimes et terrestres, ce qui explique en partie pourquoi Obama, mais aussi la Chine, la Russie entendent renforcer sensiblement leurs moyens maritimes. La Chine veut ainsi ressusciter l'ancienne « route de la soie »<sup>47</sup> ! Enfin les forces de l'intégrisme radical et terroriste !<sup>48</sup> Ceux là mêmes qui sont encouragés et manipulés en sous-main par les Etats Unis et les Occidentaux, dont la France, et ne sont pas sans menacer de déstabilisation les frontières de la Russie ou celle encore de la Chine. Le chaos constitue en effet un moyen que l'impérialisme entend utiliser simultanément avec le « *soft power* » et le « *hard power* » théorisé par Joseph Nye.<sup>49</sup>

A ce stade, on invoque régulièrement l'action de l'ONU comme si celle-ci constituait une autorité indépendante disposant de moyens lui permettant de résoudre les conflits. Comme on peut de le lire dans une revue d'histoire du Mouvement syndical, certains le font même avec un certain angélisme, au point d'utiliser l'ONU comme la solution miracle aux problèmes du monde ! Si cela était le cas cela se verrait. En fait, l'ONU, dans son fonctionnement comme dans son orientation, est le reflet du rapport des forces internationales. Quant à ses moyens, ils sont, en particulier s'agissant des droits de l'homme, totalement dépendant des contributeurs occidentaux, au premier rang desquels les USA. Si on prend le seul cas du « *Haut-commissariat aux droits de l'homme* », à Genève, on découvrira que plus de 80% des postes sont des emplois précaires financés en dehors du budget général de l'ONU par les Fonds volontaires, c'est à dire principalement par les pays occidentaux, et surtout les USA. Il ne faut donc pas s'étonner de l'adoption sans discussion et encore moins sans vote du concept de « *Responsabilité à protéger* » (R2P),<sup>50</sup> véritable paravent pour camoufler les pires exactions de l'impérialisme. Ce concept fait suite au « *droit d'ingérence humanitaire* » auquel une partie importante des partis de la gauche européenne, des syndicats<sup>51</sup> se sont ralliés, ou encore des principales ONG qui y adhèrent sans nuances, d'autant que dans ce cas leur source de financement en dépend, comme on le voit pour la Syrie après l'avoir vu pour la Libye et bien d'autres pays !<sup>52</sup> Si on les suivait on pourrait ainsi déboucher sur une logique irréfutable « des Syriens tuent des Syriens, alors maintenant nous devons tuer des Syriens pour les empêcher de tuer des Syriens »<sup>53</sup>

Comme on l'a vu précédemment avec la Libye, les États-Unis, et la France en particulier, ont justifié l'intervention militaire en Syrie sur des bases humanitaires. Les violations des droits de l'Homme seraient la raison de la guerre. Pourtant, une action militaire ne constitue pas un remède, dans ce cas, bien au contraire. Au Kosovo et en Libye, le nombre de réfugiés et de victimes s'est considérablement accru après l'intervention. Ensuite, depuis des lustres, les États-Unis sont sourds aux souffrances des Palestiniens et ils aident des pays comme l'Arabie saoudite et Bahreïn à opprimer de façon sanglante leur propre population. Cette guerre ne tourne donc pas autour

des droits de l'Homme, mais bien d'intérêts géostratégiques. En fait, la Syrie s'inscrit dans la stratégie à long terme des États-Unis dans la région. Selon Obama, les États-Unis doivent être un « *Primus inter pares* », le premier parmi « des égaux pour la forme ». <sup>54</sup> Cette vision est soutenue par des groupes de réflexion de l'élite mondiale comme la *Trilatérale* ou le *groupe de Bilderberg*, et des fondations comme le *National Endowment for Democracy* dont le budget et l'orientation est décidée conjointement par le Département d'Etat, la CIA, et la Confédération syndicale US, pilier de la CSI ex CISL : l'AFL-CIO.

Dans cette partie de bras de fer qui se joue au niveau mondial la croissance économique qui caractérise la Chine et l'Inde contraste avec la crise aiguë qui touche l'Occident, ces deux pays qui représentent un tiers de l'humanité semblent et peuvent prétendre jouer un rôle central dans le monde. <sup>55</sup> Bien que les deux pays soient encore très loin de la puissance militaire américaine, leur indépendance politique peut à terme constituer un risque pour la position dominante des USA dans le monde. Mais les deux pays sont également vulnérables : pour leur croissance, ils ont besoin d'énormes quantités de pétrole et de gaz, qu'ils se procurent souvent dans le Moyen-Orient. <sup>56</sup> Ce n'est pas un hasard si, en 2004, les États-Unis ont publié un plan en vue d'un « *Nouveau Moyen-Orient* », ayant pour but de placer la région sous leur contrôle via des réformes politiques et économiques. En cas de conflit ouvert, les États-Unis espèrent pouvoir ainsi fermer le robinet à pétrole et à gaz en direction de la Chine ou de l'Inde. Mais le principal obstacle à leur hégémonie totale dans le Moyen-Orient est l'indépendance politique et économique relative de certains pays, comme la Syrie. <sup>57</sup> Wesley Clarke, ancien général quatre étoiles américain et commandant de l'Otan, raconte comment, en 2001 déjà, il avait pu lire un document secret des autorités américaines expliquant, « *comment nous allons anéantir sept pays en cinq ans, à commencer par l'Irak, puis la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie et le Soudan et, enfin, l'Iran.* »

De même, les révoltes arabes et la crise économique ont accru pour les États-Unis la difficulté à tout contrôler comme ils l'entendaient. N'empêche, entretemps, le Soudan qui regorge de pétrole s'est scindé en deux Etats, l'Irak et la Libye ont été anéantis à coups de bombes et un embargo économique étrangle l'Iran, la destruction et le pillage de la Syrie se poursuit, jusqu'au déménagement forcé d'entreprises syriennes de l'autre côté de la frontière avec la Turquie. Tout cela n'est pas nouveau et les États-Unis savent la stabilité des pays indépendants de diverses manières : sanctions, guerres, coups d'État, soutien à l'opposition voire déstabilisation interne via des groupes terroristes, via des coups d'État, <sup>58</sup> voir à travers l'action d'ONG et de ce que l'on a coutume d'appeler le rôle de la « société civile », autre concept à la mode dont on nous rabat les oreilles ! Cette « société civile » dont on ambitionne qu'elle se substitue aux États, aux gouvernements, au concept de Nation et qui figure comme tel dans la réforme des Nations Unies. Comme on le voit actuellement en Amérique Latine, au Venezuela tout particulièrement, après la Yougoslavie, l'Ukraine, la Géorgie, le Kirghizstan, la Libye, la Syrie, l'Égypte qui ont connu des « *printemps* » ou des « *révolutions* » de toutes les couleurs. Ainsi en Syrie, les Etats-Unis, la France se servent de la « *Coalition* » comme le « *représentant légitime du peuple syrien* » et accordent une aide politique, matérielle et militaire à la rébellion armée et aux émules d'Al Qaeda. Ce qui a jeté de l'huile sur le feu et a eu pour conséquence de marginaliser ceux qui voulaient négocier une démocratisation du régime de Damas. C'est pourquoi et à long terme, la seule solution réside dans une solution politique entre Syriens, par eux-mêmes et pour eux-mêmes. Ce sont les Syriens, et non les forces étrangères, qui doivent décider à quoi doit ressembler le système politique

syrien et la place que doivent y occuper les autorités actuelles. Défendre cette position au plan syndical serait être fidèle à l'histoire et aux principes défendus par la CGT. Le faire partager avec d'autres syndicats en Europe et dans le monde contribuerait sur des bases claires à renforcer le mouvement contre la guerre et toute intervention militaire ! Il y a de ce point vu énormément à faire pour éviter d'aller vers une nouvelle confrontation mondiale !

Cette escalade et ces risques, les États-Unis et la France entendent les assumer.<sup>59</sup> C'est pourquoi la Maison blanche a déposé sur la table l'option de la guerre ouverte et monté avec la France cette affaire d'armes chimiques qui depuis a fait long feu après les fermes initiatives de la Russie.<sup>60</sup> Celles-ci ont complètement changé la donne, et isolé totalement la France, ridiculisée par l'amateurisme de son gouvernement. Comme on l'a constaté, qui parle aujourd'hui de ce bombardement à l'arme chimique dans la banlieue de Damas ? Curieusement plus aucun des médias ! Sans doute parce que les preuves s'accroissent sur le fait que cette action était en fait montée par les rebelles pour en faire porter la responsabilité au gouvernement syrien. Celui-ci reçoit le soutien économique et militaire de l'Iran et de la Russie qui ont leurs propres intérêts. Toutefois, indépendamment de leurs motivations propres, ces pays jouent un rôle fondamentalement différent de celui des États-Unis. Ils s'érigent en défenseurs de la souveraineté syrienne et ils mettent un frein à la destruction de l'État syrien par l'impérialisme américain. Par ailleurs l'Iran a parfaitement compris que cette guerre à laquelle participe directement et entre autre l'Arabie saoudite et le Qatar, est en fait dirigée contre Téhéran.

Quant à Israël, il reçoit des États-Unis des milliards de dollars d'aide économique et militaire afin de garantir sa survie et l'influence des USA dans la région. Les décisions fondamentales pour les Syriens devront en dernière analyse être prises à Damas, et non à Washington. Le fait que l'opinion publique européenne, américaine et internationale est en grande partie hostile à la guerre a joué un rôle essentiel dans cette évolution. Mais la mobilisation ne saurait fléchir et le mouvement syndical se doit d'y contribuer concrètement en développant ses initiatives propres.



#### **IV - Nos responsabilités syndicales**

En conclusion, tous ces sujets renvoient à une réflexion essentielle pour le mouvement syndical en général et la CGT en particulier : à savoir comment agir efficacement pour la paix et la solidarité internationale!

Le cas de la Syrie est de ce point de vue exemplaire pour ceux qui considèrent avec une fausse naïveté que c'est Bachar el Assad le responsable de cette situation ! Quand en fait le problème n'est pas d'être pour ou contre Bachar El Assad mais de comprendre et donc expliquer les tenants et les aboutissants, en contribuant à élever la conscience des travailleurs quant aux enjeux véritables. C'est là une responsabilité essentielle du Mouvement syndical. Reste à le faire sans exclusive ni *a priori*, en toute indépendance!<sup>61</sup> Il faut avoir pour cela les yeux grands ouverts, être lucides! Les

« djihadistes », comme hier les mafieux albanais qui ont fait main basse sur le Kosovo, ne sont pas de gentils rebelles. Ensuite, on ne saurait se taire sur le fait que les USA, la France et la Grande Bretagne, qui ne sont pas des États philanthropiques, ont une ambition dans cette région dont dépend le renforcement d'Israël comme puissance régionale, au détriment des droits des peuples arabes et en particulier du peuple palestinien! L'objectif est de redessiner la carte du Proche Orient pour le compte des multinationales, des institutions financières ou des monarchies réactionnaires du Golfe arabo-persique. Enfin, il est aussi de contenir la Chine, la Russie et l'Iran qui constituent des préoccupations constantes pour Washington.<sup>62</sup> Par conséquent, le mouvement syndical a la responsabilité d'expliquer pour mieux mobiliser le monde du travail en faveur de la paix et de la solidarité internationale en travaillant sur le contenu de ses arguments. Le fait-il ? Poser la question c'est y répondre ! Car, quand je lis de la part de Bernadette Segol, Secrétaire générale de la CES « *qu'a priori la CES n'est pas contre les interventions militaires si elles peuvent permettre le règlement d'un conflit* »<sup>63</sup>. Outre le fait qu'on n'a jamais vu un pays du Sud agresser et bombarder un pays du Nord, il faut rappeler que depuis la Deuxième Guerre mondiale et jusqu'en 2003 les USA ont bombardé 23 pays, certains plusieurs fois, comme la Chine (4 fois), l'Irak, la Corée mais encore le Panama, Grenade, Cuba, l'Indonésie, la Libye, le Congo, l'Afghanistan, le Vietnam, le Laos, le Cambodge, le Guatemala, le Pérou, le Salvador, le Nicaragua, le Soudan, la Yougoslavie et qu'ils aimeraient le faire en Syrie ! Dans combien de pays cela a contribué à régler des conflits<sup>64</sup> : Aucun ! Cette position scandaleuse, non sans connotation raciste, laisse entendre que les pays du Tiers monde étant incapable de se diriger eux-mêmes et de protéger leurs citoyens, il serait légitime de s'ingérer dans leurs propres affaires. C'est à peine plus sophistiqué mais beaucoup plus hypocrite que ce qu'on laissait entendre à l'époque de la guerre du Rif ! Une question alors se pose quant à cette position des dirigeants de la CES et de la CSI, est-elle également celle de la CGT qui est affiliée à ces deux organisations ? Si ce n'est pas le cas, quelle interpellation publique de Bernadette Segol envisage-t-elle ? C'est là aussi un problème d'indépendance syndicale. Ne rien dire, ne rien faire serait lourd de signification et renverrait à des débats et des comportements passés. Mais il est vrai comme on le dit que « *L'histoire ne se répète pas, elle bégaie* ». <sup>65</sup>

Voilà pourquoi si tout est discutable et est donc négociable, une chose ne l'est pas, ce sont les principes, on ne négocie jamais ses principes, au risque de voir son identité s'affadir. Cela n'est pas contradictoire avec le besoin de changer, d'évoluer, de tenir compte de ce qui change autour de nous, et de ce que l'on contribue à faire changer ! Dans une situation radicalement nouvelle tout montre que le mouvement syndical est confronté à des responsabilités internationales inédites, et à des enjeux tout à fait considérables. Ces derniers sont en relation avec le devenir même de l'humanité. Dans la mesure où le syndicalisme comme c'est le cas, n'est pas en capacité, de monter au niveau requis sa riposte, son action, ses propositions, toute idée de perspective, d'alternative est handicapé, *a fortiori* parce qu'il s'agit du rôle et de la place des travailleurs dans un monde sans guerre. En fait, s'il en est ainsi c'est parce que le syndicalisme mais aussi les partis politiques issus du mouvement ouvrier sont confrontés à une crise profonde, d'efficacité, de crédibilité, de représentation par rapport au monde du travail en général et tout particulièrement des jeunes.

Nous vivons une situation par certains côtés, paradoxale : le syndicalisme international est en crise, et dans le même temps, jamais l'exigence de solidarité internationale, d'internationalisme, de paix n'a été si forte ! Cette situation contradictoire tient beaucoup au fait que les syndicats des pays riches qui ont dirigé

et dirigent encore le mouvement syndical international sont, pour paraphraser Enrico Berlinguer, arrivés à un point d'épuisement de leur démarche et de leur vision du syndicalisme. Ce syndicalisme-là est comme nous pouvons le constater et sans aucune exception quasiment inaudible, assez déliquescent, marginalisant de ce fait les travailleurs et leurs intérêts. *A contrario*, on assiste depuis plusieurs années, en particulier en Amérique latine et en Asie, à des renouvellements et des résultats importants.<sup>66</sup> Le mouvement syndical y est au premier rang du combat pour l'indépendance et la souveraineté nationale ! Il l'est également pour un contrôle populaire à travers de véritables pouvoirs de décisions, et non comme au sein de l'Union européenne, à travers des droits de contrôle institutionnel qui sont en fait des hochets que l'on accorde aux travailleurs et à leurs syndicats.

Si certains, notamment dans le mouvement syndical européen, continuent avec arrogance à se considérer comme un modèle, ils devraient réfléchir avec humilité à leur bilan, et tirer les conséquences de leurs actes.<sup>67</sup> S'agit-il d'humaniser la mondialisation, de la réguler dans le cadre de ce que les employeurs décident ? Ou, au contraire, s'agit-il de contester les choix du Capital, de mettre en question la propriété et les pouvoirs de décision, du lieu de travail jusqu'au niveau de l'État ? Dans son combat pour la paix, la solidarité et la justice sociale il ne saurait y avoir de perspective pour le syndicalisme, *a fortiori* pour le syndicalisme de classe, sans s'en tenir à des règles et des principes, à des « fondamentaux » comme on dit !

Sans en toute circonstance une attitude résolue face au capital et aux projets impérialistes, sans une attitude fondée sur l'action coordonnée, articulée en permanence au plan professionnel et interprofessionnel, depuis l'entreprise jusqu'au niveau national et international. Aucune forme d'action ne saurait être privilégiée au détriment d'une autre. La négociation ne peut être que le résultat de l'action ! On ne saurait dissocier les objectifs les uns des autres quand c'est toute la politique du capital qu'il faut affronter ! Nous n'existons pas « *pour aider un gouvernement de gauche à faire ou à revenir à une politique de gauche* », mais pour contribuer aux luttes des travailleurs ! Comment espérer influencer, faire régresser les conflits et les tensions dans le monde, comment espérer voir les choses bouger dans les pays du Sud si nous n'agissons pas nous-mêmes ici. La meilleure solidarité internationale est celle qui repose d'abord sur l'action dans son propre pays ! En fait, nous sommes entrés dans une période de clarification, une période nouvelle où il faut choisir, où, finalement, tout le monde est au pied du mur. Il fut une époque où le syndicalisme pouvait justifier sa légitimité en négociant "le grain à moudre". Cette période est révolue, le Capital a, comme le disait Marx, tout noyé « *dans les eaux glacées du calcul égoïste* ». Alors de deux choses l'une, ou l'on admet que le capitalisme est un horizon indépassable, et il faut le dire, ou sinon, il faut savoir en tirer les conséquences pour confronter la logique et les choix de ce système inhumain.

La CGT a elle aussi à répondre à cette interpellation ! Parce qu'au vue de certaines positions, cela n'a rien d'évident. En effet, au plan international l'affiliation de la CGT à la CES puis à la CSI n'a-t-elle pas contribué à son effacement et à déléguer ses responsabilités à un syndicalisme dont les orientations sont étrangères aux idées et valeurs que l'on trouve dans l'histoire de la CGT ? Cela ne se vérifie-t-il pas à travers le champ de ses relations syndicales internationales, sans doute parce que le contenu de certaines déclarations de la CGT ne sont pas sans soulever de légitimes interrogations !<sup>68</sup> Ainsi la déclaration du 5 décembre 2012 avec la FSU et Solidaires tout en ignorant l'ingérence de la France, de la Grande Bretagne et des USA comme des monarchies réactionnaires arabes, des « djihadistes » ou encore de l'OTAN en

arrive à préconiser une intervention militaire au nom de l'ingérence humanitaire! On voit ainsi à quoi aboutit le renoncement à des principes et à une histoire, sinon à se ranger du côté de l'idéologie dominante, et l'idéologie dominante comme disait Marx, "*c'est l'idéologie de la classe dominante*". Cela contribue à cette démobilisation et à l'attentisme au détriment de la solidarité internationale! Ainsi par exemple, pendant près d'un demi-siècle, la CGT a entretenu des relations étroites avec les syndicats de cette région du monde : Syriens, Libanais, Palestiniens. Qu'en est-il aujourd'hui, et quelles initiatives est-elle prête à prendre ?<sup>69</sup> En toute indépendance, il s'agit pour la CGT avec d'autres syndicats en Europe et dans le monde de construire et multiplier les réseaux, les contre-pouvoirs face aux institutions supranationales, aux institutions financières, aux puissances hégémoniques qui s'arrogent le droit de décider pour le monde y compris par la force<sup>70</sup>. Il s'agit de se donner les moyens d'un vaste débat tout autant sur la stratégie que sur les contours qui devraient être ceux d'une société capable de mettre l'ensemble des ressources productives du monde au service des besoins légitimes et des aspirations des travailleurs, et donc des habitants de la planète, à la paix à la solidarité et la coopération.

Ce qui est décisif et radical dans cette situation, c'est que l'internationalisme doit se concrétiser en termes d'engagements concrets, de comportements conséquents et, déjà, à partir des réalités nationales auxquelles nous sommes confrontés. Pour le dire clairement, il s'agit de se doter d'un programme et d'une pratique sociale effectivement internationaliste, de telle façon à affaiblir les positions du capital dans son propre pays pour prétendre avancer vers des succès globaux et continentaux. Cela suppose de la lucidité, le refus de la facilité et du superficiel. Nul ne saurait échapper à tels exigences ! Dans cet esprit, la lutte pour la paix et donc la solidarité internationale devrait pour la CGT contribuer à la mise en mouvement des travailleurs et des peuples à la réalisation de leurs objectifs propres. Ce qui renvoie aux orientations, aux priorités, aux méthodes, aux moyens et aux formes d'organisations dont la CGT dispose, si l'on veut prétendre peser sur la politique mise en œuvre tant par les entreprises, les institutions que les gouvernements. La CGT est-elle aujourd'hui capable de s'engager dans cette voie ? Jaurès disait : « *Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup y ramène.* » Il rappelait également que la nation est « *le seul bien des pauvres* ». La défense du cadre national reste plus que jamais une idée fondamentalement progressiste. Elle renvoie à la nécessité que le peuple décide de son avenir. C'est le combat qui a marqué la CGT, tout au long de son histoire, c'est par conséquent une responsabilité pour qu'il continue à en être ainsi!

---

**1** « Les rendez-vous de l'Histoire », Blois, 11 octobre 2013, « La CGT et la guerre! Et le pacifisme alors! », Syndicalisme, pacifisme, internationalisme »\*, Organisé par l'Institut d'Histoire Sociale CGT de la Région Centre et le Comité Régional CGT, Exposé de Jean-Pierre Page, Ancien responsable des Relations Internationales de la CGT, et ancien membre de la commission exécutive confédérale de la CGT

**2** In *New York Times*, septembre 2013

**3** Comme l'avait souligné en son temps le père Miguel d'Escotto, ancien Ministre des Affaires étrangères du Nicaragua et ancien Président de l'Assemblée Générale de l'ONU.

**4** Devait dire la petite nièce du soldat Paul Van den Bosch fusillé lui aussi pour l'exemple après les mutineries qui succédèrent à l'offensive du Chemin des Dames au printemps 1917.

**5** Plus connue sous le nom de Première Internationale, fondée le 28 septembre 1864 à Londres au Saint-Martin's Hall, cette organisation a disparu à la suite d'une scission intervenue en 1872.

**6** Ce texte n'est pas l'œuvre d'une personne isolée mais une commande de la Ligue des communistes. Karl Marx a rédigé le texte final sur la base de textes et discussions préparatoires au sein de la Ligue des communistes, et notamment sur la base d'une contribution de son ami Friedrich Engels. Le slogan final — « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » — avait été adopté par la Ligue des communistes plusieurs mois auparavant. Il est d'abord paru anonymement, puis a été réédité plus tard avec mention de Karl Marx et Friedrich Engels comme auteurs, sous le titre de *Manifeste du Parti communiste*.

**7** Le 15 décembre, un armistice russo-allemand est signé à Brest-Litovsk et des négociations de paix s'engagent conduite par Léon Trotski.

**8** Jean Magniadas in « *Le syndicalisme de classe* » Editions sociales, 1987

**9** Un jeune «Annamite» au regard de feu, Nguyen Ai Quoc, le futur Hô Chi Minh, se distingue. Mais aussi de jeunes militants communistes chinois travaillant en France, ils vont profondément marqué l'histoire de leur pays et celle du monde parmi eux on trouve: Chou En Lai, Chen Yi, Deng Xiaoping! Je veux m'arrêter un bref instant sur ce dernier, (car ce n'est pas sans intérêt pour la région Centre) celui qui va devenir le grand modernisateur de la Chine contemporaine après Mao Zedong. Deng est licencié en 1923 de chez Hutchinson à Montargis pour fait de grève dans l'atelier de chaussons avec ordre de ne pas le reprendre! Il rejoindra ses camarades à Boulogne-Billancourt alors que ces derniers travaillent chez Renault, dont Chou En Lai qui habitait un petit Hôtel au 2 place des Alpes dans le 13<sup>e</sup>!

**10** *"Nous mettons ces clairs principes au-dessus des traités de spoliation imposés par la violence aux peuples faibles, et nous considérons que le fait que ces traités ont été promulgués il y a longtemps ne leur ôte rien de leur iniquité. Il ne peut pas y avoir de droit acquis contre la volonté des opprimés. On ne saurait invoquer aucune nécessité qui prime celle de la justice.»*

**11** Fin août, le congrès de la CGT refuse tout net de recevoir une délégation du Comité central d'action, qualifié de «*nouveau déguisement du Parti communiste*». Dans *Le Peuple*, une rubrique intitulée «*La grève communiste*» se réjouit régulièrement des échecs des préparatifs.

**12**«*La CGT française adresse au peuple espagnol et à l'UGT l'expression de son admiration fraternelle pour sa lutte contre la réaction et le fascisme. Elle assure le prolétariat espagnol de sa complète solidarité et lui affirme sa conviction profonde que la levée en masse des travailleurs sera victorieuse des factieux et des généraux du coup d'État [...]. Travailleurs Espagnols, nos frères, les travailleurs groupés dans la CGT française sont avec vous entièrement de cœur et d'esprit dans cette bataille contre l'oppression* ».

**13** Même si à l'intérieur de la CGT des hommes comme René Belin qui plus tard participera à la collaboration, s'opposent à cette solidarité de classe.

**14** S'y s'illustreront : Marcel Paul, Rol Tanguy, Jean Grandel de la Fédération Postal, ou le Dr Rouques directeur de la Polyclinique des Bleuets de la Fédération de la métallurgie, tous dirigeants et militants de la CGT.

**15** « *Timbaud a toujours fait montre d'une confiance, d'une foi ardente dans les destinées de la classe ouvrière française et internationale.* » devait dire L »on Mauvais, Secrétaire de la CGT.

**16** Dans les cahiers de revendications, les mineurs demandent à leur direction des augmentations de salaire, de meilleures conditions de travail, l'amélioration du ravitaillement en beurre, viande rouge, savon... Ces cahiers sont communiqués aux mineurs des autres concessions. Du 27 mai au 9 juin 1941 la grève s'étend a tout le bassin du Nord-Pas de Calais et jusqu'en Belgique ! Réprimée avec violence par l'occupant, la police française, avec l'appui du patronat, elle n'en sera pas moins victorieuse.

**17** Mi-décembre 1940 à Berlin, Le Hideux. Directeur Général de Renault déclara se joindre à l'Allemagne pour proposer « *M. Thoenissen [comme] président garant [du] comité automobile européen (EAC)* » à créer. Ce plan Le hideux, calqué sur l'allemand, respectait l'hégémonie du Reich, doté du marché de l'Europe centrale et nordique (Danemark, Finlande, Hongrie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Suède, Tchécoslovaquie). Il cantonnait la France, la Hollande, la Belgique, la Suisse et l'Espagne (consacrant son éviction de l'Europe orientale), et l'Italie à une partie de l'Europe balkanique (40% seulement en Grèce et Roumanie). « *Il [...] terminait en énonçant : "aucune voiture américaine"* » la formule de Louis Renault pour Hitler le 21 février 1935. Comme on devait le déclarer « *M. Lehideux n'a trouvé, au cours de ses tractations avec les Allemands, que des hommes d'une absolue bonne foi, dégagés de toutes mesquineries, animés du seul désir de servir la cause européenne. Et nous ne sommes pas peu fiers, ici, que ce soit l'industrie automobile qui soit la première à s'engager sur la voie d'un ordre nouveau.* » Lehideux avait considéré comme « *une affaire sérieuse* » ce cartel qui « *mettait l'industrie automobile française en tutelle pour 50 ans!* Si important que fût le cartel pour l'avenir, à la Libération, Le Hideux fût arrêté,

incarcéré mais bénéficia d'un non-lieu. Il présida « *Le comité européen pour le progrès social et économique* » et l' « *l'Association pour la défense de la mémoire du Maréchal Pétain.* » Sa nièce fut dirigeante du Front National et depuis du Parti de la France, un des partis de l'extrême droite raciste et islamophobe.

**18** François Mauriac, *Le cahier noir*, Editions de Minuit, 1943.

**19** La CES a été fondée en 1973. Le 9 février 2005, le Comité Confédéral National (CCN) de la CGT, recommande le rejet de la Constitution européenne, contre l'avis du Secrétaire général Bernard Thibault et celui de la CES. Cette dernière critiquera la position de la CGT tout comme les résultats du referendum repoussé par une majorité de Français et massivement par les travailleurs!

**20** Ce n'est d'ailleurs pas seulement contre la CGT que l'offensive est menée, mais aussi contre les autres organisations syndicales de classe où contre les militants qui, dans les syndicats réformistes, se réclament de positions de classe, en Italie, aux USA, en Belgique, en Angleterre notamment.

**21** La répression fut féroce en Indochine où l'on aura plus de 500 000 victimes, en Afrique et au Proche Orient ! En Algérie, en mai 1945, les massacres de Sétif et Guelma ont coûté la vie à 45 000 Algériens. En 1947, la répression à Madagascar ne provoque pas moins de 89 000 morts. Ces événements tragiques sont toujours occultés par le gouvernement français. Au Cameroun, où en 1960 est écrasée l'Union des populations du Cameroun on compte 400 000 morts. Et combien de victimes en Algérie, 1 million selon le gouvernement algérien.

**22** Au plus fort de la guerre d'Algérie, Guy Mollet, socialiste, est chef du gouvernement, il a renié ses promesses de campagne électorale (terminer une guerre absurde par la négociation). Robert Lacoste, socialiste, est gouverneur général de l'Algérie et couvre les horreurs commises par les paras. François Mitterrand est ministre de la justice et donnera toujours un avis favorable à l'envoi à la guillotine de 45 patriotes algériens!

**23** André Stil, « *Le premier choc* » Editeurs Français réunis 1951.

**24** Paul Carpita « *Le rendez-vous des quais* », réalisé entre 1950 et 1953, il sera présenté en 1955 et interdit.

**25** Henri Alleg, il dénonça la torture que pratiquait l'armée française en Algérie, dans un livre au retentissement international: "*La question*", préface par J.Paul Sartre, 1958. Torture dont il fut lui-même victime.

**26** Les *milices patriotiques* dont la création revint à la CGT et ses dirigeants clandestins : Benoit Frachon et André Tollet ; elles jouèrent un rôle essentiel dans la libération de Paris et la mobilisation des Parisiens.

**27** Centre d'Etude de Recherche et de Coopération Internationale/ Institut Louis Saillant

**28** Institut Syndical d'Etudes et de Recherches Economiques et Sociales/CGT

**29** Les États-Unis arrivent en tête avec 698 milliards de dollars \$, ce qui représente 42,8% du total mondial pour 2010, la Chine arrivant en 2ème position avec 119 milliards de \$, la France arrive en 3ème avec 65 milliards de \$, le Royaume Uni 4ème avec 59,6 milliards de \$, juste avant la Russie avec 58,7 milliards de \$.

**30** Selon Jean-Yves le Drian Ministre de la défense, AFP, 23 janvier 2013

**31** Banque Mondiale : sources 2011

**32** Il a fallu attendre 2012 pour que les USA acceptent une première opération de décontamination à Da Nang au Viet Nam qui prendra plusieurs années pour un budget de 43 millions de \$.

**33** *Le traité de Washington*, ou Traité de l'Alliance de l'Amérique Nord, signé le 4 avril 1949, vint clore cette période de l'immédiat après-guerre et scella l'alliance politico-militaire des anciennes puissances coloniales affaiblies et du nouveau maître incontesté de l'ordre impérialiste. Pendant toute cette période, l'URSS a tenté de préserver l'éphémère statu-quo de 1945 mais s'est retrouvé le plus souvent dans des positions inconfortables ou même intenables à terme – cas de Berlin par exemple - dans lesquelles l'adversaire l'avait poussée. Elle ne fit donc que rechercher des parades aux actions adverses : bombe A expérimentée en 1949, bombe H en 1953, un an après la bombe H étasunienne, COMECON (marché commun des pays de l'Est) créé en Janvier 1949 en réponse au plan Marshall (mars 1947), Pacte de Varsovie signé en 1955, 6 ans après le traité de Washington. Sur le « grand échiquier » eurasiatique l'URSS fut toujours en retard d'un coup. Le seul cas d'avance technique soviétique fut dans le domaine astronautique avec le lancement en Octobre 1957 du premier satellite artificiel (Spoutnik), mais les Etats-Unis mirent aussitôt les bouchées doubles pour rattraper ce retard.

**34** Cité par Miguel D'escotto Brockman, in *La Pensée Libre* n°43, octobre 2011

**35** Si à titre de comparaison la Russie a 12 bases, la France et la Grande Bretagne : 6, la Turquie et l'Inde : 1, l'empire Yankee, américano-atlantique, c'est 735 bases militaires reconnues, auxquelles on peut ajouter aujourd'hui la Pologne et la Roumanie, de fait, la

Libye, et sans doute bientôt le Mali. Des bases où des facilités ont été obtenues par ailleurs au Maroc et dans le sud-algérien, au Vietnam et dans plusieurs pays africains. Celles-ci voisinent en général avec les "*black holes*" les prisons secrètes de l'archipel de la CIA, y compris en Europe!

**36** Voir le rapport 2013 du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement). Chiffres remarquables sur le développement humain dans les Pays en voie de développement et les BRICS (Chine, Inde, Brésil, Russie, Afrique du Sud), contrairement aux pays développés.

**37** La plus controversée d'entre elles « *Blackwater* », la plus grande armée privée du monde près de 100 000 mercenaires dont plus de 30 000 en Irak vient d'être racheté par *Monsanto*, le géant US de la Chimie, et de l'Alimentation. Elle a changé son nom pour « *Academi* » dans le but d'échapper au scandale. Son ancien dirigeant, Erik Prince, est un agent de la CIA, ancien des commandos « *Navy seals* ».

**38** Suivre le raisonnement de Claire Courteille, « *Equal Times* », 8 octobre 2013 c'est faire jouer aux populations des pays pillés par les pays riches, le rôle de variable d'ajustement de notre démographie ...contrôlée par le patronat et les syndicats (sic !). Cité par *Rouge Midi*, [www.rougemidi.fr/spip.php](http://www.rougemidi.fr/spip.php)

**39** Jean Claude Junker "Spiegel," mars 2013.

**40** Bernadette Segol, Secrétaire générale de la CES, interview à *l'Humanité Dimanche*, 12/18 septembre 2013.

**41** En toute modestie, rien que ça !

**42** Au plan de l'élargissement à l'Est, même avec des gouvernements mercenaires comme ce qui caractérise la plupart des régimes en place dans ces pays « nouvellement adhérents », cela reste très désordre. Sur le plan militaire, l'intégration totale à l'OTAN dans le dispositif et la stratégie des Etats-Unis propulse l'Europe aux quatre coins de la planète, comme en Afghanistan, avec les résultats que l'on sait.

**43** Washington met de plus en plus l'accent sur ses forces navales qui ne dépendent d'aucun « *alliés encombrants* ».

**44** Aucune mention des risques et dangers véritables dans monde. Rappelons-les : Dans le monde, les risques ou défis" identifiés par l'ONU seraient, en ordre d'importance décroissant, les suivants :

- de nature socio-économiques: pauvreté; maladies et épidémies; détérioration environnementale ;
- de caractère militaire: conflits interétatiques et prolifération d'armes bactériologiques, chimiques et nucléaires;
- enfin, deux autres très proches l'un de l'autre : le terrorisme et la criminalité (le commerce de drogues et d'armes autant que la traite humaine et principalement celle des femmes).

**45** Nouveau Marché Transatlantique (NTM ou *New Transatlantic Marketplace*). Voir à ce sujet in *Le Monde Diplomatique*, « *Double jeu autour de l'AMI* », octobre 1998 Jean-Pierre Page et Jean-Claude Lefort.

**46** Voir « *Réflexions sur la guerre en Yougoslavie* » 1999, François Chesnais, Tamara Kunanayakam, Jean-Pierre Page, Editions l'Esprit Frappeur !

**47** « Réseau international » site de réflexion et de ré information.

**48** La confirmation du kidnapping de deux journalistes français en juin par un groupe « djihadistes » sont là pour nous le rappeler, tout comme d'ailleurs l'enlèvement du Premier Ministre libyen par des groupes soutenus et armés hier par la France, la Grande Bretagne et les Etats Unis ! In « *Le Monde* » 11octobre 2013

**49** Joseph Nye est un géopolitiste américain, professeur à Harvard University, membre influent de la Trilatérale, auteur de nombreux ouvrages qui inspirent la politique internationale des USA. Voir « *Soft power, the means to success in world politics* », Public Affairs, 2004)

**50** Voir à ce sujet l'important rapport de Madeleine Allbright ancienne Secrétaire d'Etat de Bill Clinton et de Richard Williamson, envoyé spécial au Soudan à l'initiative du *US Institute for Peace*, de la *Brookings Institution*, du *US Holocaust Memorial Museum* et du groupe de travail sur « *Responsability to Protect* »

**51** Pour certains dans le mouvement syndical, y compris dans la CGT, c'est la méthode utilisée par les Occidentaux qui poserait problème: à savoir les bombardements, d'autant qu'il y a des victimes collatérales comme on les appelle dorénavant. Evidemment, comme avant Bachar El Assad, c'étaient Kadhafi, Saddam Hussein, Milosevic qui étaient responsables de l'intervention! Depuis la guerre en Yougoslavie, puis en Afghanistan, puis en Irak, puis en Libye, et aujourd'hui en Syrie on nous sert toujours le même argument! Serait-on en faveur de lancer des fleurs sur des populations éplorées et non des bombes ?

Toutefois, il est un point qui ne soulève pas de problèmes : l'objectif de s'ingérer dans les affaires d'autres Etats, parce que sans doute ces Etats, ces gouvernements et ces peuples sont des « *barbares* » attardés qui, en rompant avec le colonialisme, ont démontré qu'ils étaient incapables de se diriger eux-mêmes!

**52** Voir dans « *La Pensée libre* » les numéros : n°62 « *Genève : responsabilité à protéger (R2P) contre souveraineté des peuples* » par Tamara Kunanayakam, et le n°32 « *La réforme des Nations Unies telle qu'elle a été proposée par le Secrétaire Général Kofi Annan* » par Jean-Pierre Page et Tamara Kunanayakam, [www.lapenseelibre.org](http://www.lapenseelibre.org)

**53** « *Syrians killed Syrians, so now we must killed Syrians to stop Syrians from killing Syrians* »

**54** A la fin de la guerre froide, le « *Défense Planning Guidance* » des États-Unis définissait comme suit le but stratégique américain : « *Éviter la montée d'un nouveau rival qui constituerait une menace du même ordre que celle de l'Union soviétique dans le temps.* » Ce document était le fil conducteur de la politique étrangère de l'ancien président américain George W. Bush. Son successeur, Obama, n'a pas fondamentalement modifié cet objectif stratégique.

**55** Voir rapport du PNUD 2013, Op. Cit.

**56** Environ la moitié des réserves pétrolières mondiales et plus de 41 % des réserves connues de gaz se trouvent précisément dans le Moyen-Orient.

**57** On ne saurait sous-estimer également les contradictions qui ont trait aux intérêts stratégiques de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne. Depuis des années, la France espère, via des programmes comme l'« *Union pour la Méditerranée* » (Euro Med), restaurer son ancienne influence économique et sa domination sur les territoires méditerranéens.

**58** Contre Mossadegh en Iran (1953), contre Sukarno en Indonésie (1965) et contre Allende au Chili (1973), les États-Unis sont parvenus à les soumettre sans guerre. En Irak, en Libye et en Afghanistan, les coups d'État n'étaient pas une option, puisqu'il n'y avait pas de marionnette évidente. Les guerres contre ces pays n'ont pas non plus généré des alliés stables pour les États-Unis, mais elles ont toutefois détruit leur capacité à bâtir une politique indépendante.

**59** Plusieurs rapports mentionnaient que, ces derniers temps, Assad semblait avoir de plus en plus le dessus politiquement dans la population comme sur le plan militaire.

**60** Il est à noter que depuis le renoncement piteux des États-Unis à attaquer la Syrie, aucun service secret occidental n'a été capable d'apporter la moindre preuve tangible de la responsabilité du gouvernement syrien dans le drame du 21 août. On a même vu l'attaché de presse du Ministre de la Défense français, Sacha Mandel, fabriquer un faux en le présentant comme un document déclassifié avec l'objectif d'influencer les parlementaires sur l'engagement français à bombarder la Syrie. A l'inverse de cette opération grotesque: de nombreux documents et témoignages tendent à présent à établir la culpabilité des rebelles (cherchez à qui le crime profite !), sans doute assistés dans cette macabre manipulation par les services secrets et militaires occidentaux, ceux-là mêmes qui prétendirent ensuite apporter la preuve de l'implication du pouvoir syrien, comme ils l'avaient fait dans l'affaires des armes de destruction massive en Irak.

**61** C'est cette démarche Indépendante qui a permis à la CGT dans les années 1990 d'élargir sensiblement le champ de ses relations syndicales, y compris et tout particulièrement aux USA avec ceux qui militaient contre la guerre en Irak. Au 45-ème congrès de la CGT en 1995, la CGT fut capable de recevoir 110 délégations étrangères, et en plein conflit en Yougoslavie, la CGT était ainsi capable de réunir ensemble tous les syndicats de Yougoslavie, sans exception, les Kosovars comme les Serbes, les Monténégrins comme les Croates ou les Bosniaques, ou les Macédoniens.

**62** Zbigniew Brezinski avait déclaré il y a des années "*qu'il fallait toujours craindre la Russie même une Russie capitaliste*". Ce n'était pas obsessionnel chez cet ancien Secrétaire d'Etat US, toujours conseiller d'Obama après l'avoir été de tous les présidents américains depuis Carter, in« *Le grand échiquier ,l'Amérique et le reste du Monde* »Pluriel, mars 2011.

**63** Interview de Bernadette Ségol à *l'Humanité Dimanche*, 12 au 18 septembre 2013.

**64** voir « *Rogue State (Etat voyou)* », un livre de William Blum, 2005; ou encore « *La loi du plus fort, mise au pas des Etats voyous* » de Noam Chomski, 2002.

**65** Phrase attribuée à Karl Marx.

**66** La dernière grève générale en Inde a mobilisé près de 60 millions de travailleurs. En Amérique Latine, le mouvement syndical occupe une place originale dans ce vaste mouvement populaire qui a permis non seulement des changements politiques, mais à travers ces derniers, la récupération et le contrôle des richesses nationales au service de la justice sociale !

**67** Depuis 25 ans, ils ne peuvent se prévaloir d'aucun résultat, et ils ont perdu des millions d'adhérents, comme c'est le cas en Allemagne, en Grande-Bretagne, ne parlons pas des Etats-Unis, causant de ce fait un formidable préjudice à ceux qu'ils sont censés représenter ! Voir l'intéressante étude de « Faits et documents » : « *le SPD et les syndicats allemands* », la mutation d'un partenariat privilégié' Wolfgang Schroeder, octobre 2008.

**68** Le 5 décembre 2012 les organisations syndicales françaises CGT, FSU et Solidaires "condamnent avec force la guerre menée par le régime Assad contre le peuple syrien. Elles dénoncent ce régime sanguinaire qui a causé depuis vingt et un mois plus de 40 000 morts, contraint plus de 440 000 Syriens à se réfugier dans les pays limitrophes et qui a enfoncé le pays dans une logique de guerre. Elles appellent la communauté internationale à redoubler d'efforts et de détermination pour que soient enfin respectés les droits humains et que cesse cette barbarie. Face à cette tragédie, les Syriens ont besoin d'une aide humanitaire internationale. Les trois organisations françaises demandent aux gouvernements et aux instances internationales de mettre en œuvre des plans d'actions afin d'aider les populations de façon directe, sans intervention militaire étrangère et hors de tout contrôle de l'actuel régime syrien et de ses alliés. Les syndicats français réaffirment leur solidarité avec le peuple syrien qui aspire à un régime démocratique, au respect des droits et des libertés publiques. Ils saluent son courage et demandent que les responsables de crime contre l'humanité commis en Syrie répondent de leurs actes devant la justice internationale. Ils se déclarent déterminés à agir pour une meilleure information sur la situation en Syrie et solidaires des Syriens en lutte contre la dictature et pour la démocratie. Ils s'engagent enfin à soutenir les mouvements syndicaux indépendants qui émergent en Syrie".

**69** En 1995, une délégation de la CGT conduite par son Secrétaire général Louis Viannet se rendit au Proche-Orient : Liban, Israël et Gaza pour y rencontrer Yasser Arafat. A Beyrouth, elle rencontra l'ensemble des organisations syndicales, y compris les dirigeants de la branche syndicale du Hezbollah !

**70** Ce fut d'ailleurs le choix de la CGT quant à son 45<sup>ème</sup> Congrès, elle décida la non affiliation internationale, après avoir quitté la FSM, ce qui signifiait dans ses relations ne privilégier aucune organisation internationale ou nationale, mais travailler avec tous sans exclusive !